

EADS : Trahison et désastre social

Écrit par Jean-Luc Mélenchon
Mardi, 10 Décembre 2013 09:30

Depuis des mois les libéraux du gouvernement Ayrault bradent discrètement les industries de souveraineté en les remettant clefs en main aux aléas de la finance internationale. C'est le cas d'EADS où sans consulter le parlement ni ses commissions de la défense, François Hollande a cédé toute autorité sur l'entreprise. Strauss-Kahn en son temps avait déjà honteusement abandonné à Lagardère la gestion des intérêts de l'état dans l'entreprise. A présent voici le désastre social. Bientôt viendra le dépeçage. L'intérêt national et la souveraineté sont trahis.

La facture industrielle et sociale du désengagement de l'Etat dans EADS n'aura pas mis longtemps à arriver.

En décembre 2012, François Hollande acceptait la "nouvelle gouvernance" du groupe : recul des Etats en général et de la France en particulier dans le capital du groupe et augmentation du capital flottant soumis aux aléas boursiers.

Cette nouvelle gouvernance avait pour seul but d'empêcher tout veto des Etats dans les décisions du groupe comme l'exigeait Tom Enders, le libéral allemand qui sert de directeur exécutif à EADS.

Un an après, le bilan risque d'être sans appel : plus de 5 000 emplois seraient supprimés sur l'autel de la financiarisation du groupe et de la fusion des branches Défense et Espace. Hollande-Ayrault le savaient depuis le début.

Les salariés d'EADS paient ainsi le prix social de la logique libérale de François Hollande du "moins d'Etat".

Je demande qu'une commission d'enquête parlementaire soit saisie pour mettre à plat les conditions dans lesquelles l'intérêt national a été abandonné, les responsables de cette trahison et la légalité des décisions prises par le gouvernement ou ses mandats en la matière !